



N° 11255 \* 02



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Date de réception de la demande :  
(timbre à date de la recette)

**TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE  
ET TAXES ASSIMILÉES**

Inspection gestionnaire/N° ILIAD-Cx
N° d'enregistrement au registre 4000
N° de dossier-clé du demandeur
N° MEDOC de la demande

**DEMANDE DE REMBOURSEMENT DE CRÉDITS DE TAXES**

AU TITRE DE LA PÉRIODE : .....

**I. IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE**

Nom, prénoms <i>ou</i> dénomination de l'entreprise et adresse du principal établissement ou de la direction de l'entreprise	Adresse de correspondance (1) <i>ou</i> Nom, prénoms ou dénomination et adresse du représentant fiscal ou du liquidateur judiciaire
Tél. :	Tél. :

Activités exercées (souligner l'activité principale).

Numéros d'identification	N° de TVA intracommunautaire <b>FR</b> ..... N° SIRET de l'établissement (ces numéros figurent sur vos déclarations de TVA préimprimées)	Code activité	.....
--------------------------	---	---------------	-------

Nationalité de l'entreprise	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Entreprise française .....</li> <li>• Entreprise étrangère – établie dans la CE et réalisant des opérations imposables en France .....</li> <li>– établie hors CE et réalisant des opérations imposables en France sans y être établie (<b>désignation obligatoire d'un représentant fiscal</b>) .....</li> </ul>	(2)
-----------------------------	--	-----

**II. DEMANDE DE REMBOURSEMENT**

**OBSERVATION :** Avant de remplir cet imprimé, il vous est conseillé de consulter les explications fournies page 2. Pour tout renseignement complémentaire, vous pouvez prendre contact avec le centre des impôts dont vous dépendez.

Le soussigné (*nom, prénom, qualité*) .....

atteste que l'entreprise présentant cette demande est à jour dans le dépôt de ses déclarations de taxe sur la valeur ajoutée et taxes assimilées. Il sollicite le remboursement de la somme de (*en chiffres*) : ..... € et réduit, à due concurrence, le montant du crédit à reporter sur la prochaine déclaration.

À ....., le .....  
Signature de la personne habilitée à engager l'entreprise  
(représentant légal ou personne mandatée) :

Demande déposée suite à :  
(2) } 1<sup>re</sup> demande (création le .....)  
cession, cessation, décès le .....  
autres

(1) Adresse à laquelle le courrier doit être expédié dans le cas où cette adresse est différente de celle du principal établissement.  
(2) Cocher la case correspondant à votre cas et préciser, le cas échéant, la date.

Cet imprimé, à déposer en simple exemplaire, est destiné à être utilisé :

▶ **par les entreprises placées sous le régime du chiffre d'affaires réel** (ou ayant choisi de déclarer selon les modalités de ce régime);

▶ **par les exploitants agricoles placés sous le régime de la déclaration trimestrielle** quelle que soit la procédure de remboursement qu'ils utilisent;

▶ **par les exploitants agricoles placés sous le régime des acomptes trimestriels**, uniquement lorsqu'ils utilisent, en fin d'année, la procédure spéciale « exportateurs » (les demandes de remboursement selon la procédure générale s'effectuent directement sur la déclaration annuelle CA 12 A);

▶ **par les entreprises placées sous le régime simplifié d'imposition**, uniquement lorsqu'elles demandent un remboursement trimestriel provisionnel du crédit constitué par la taxe déductible ayant grevé l'acquisition de biens constituant des immobilisations d'un montant au moins égal à 760 € (en fin d'année, la demande de remboursement du crédit tenant compte de la taxe déductible sur services et biens autres qu'immobilisations s'effectue directement sur la déclaration annuelle CA 12 ou en fin d'exercice sur la déclaration CA 12 E pour les entreprises qui ont opté pour la régularisation de la taxe sur la valeur ajoutée et des taxes assimilées dans le cadre de l'exercice).

## EURO

Les demandes de remboursement déposées en 2002 doivent obligatoirement être établies en euros.

**ATTENTION** : Ne portez pas de centimes d'euro (l'arrondissement s'effectue à l'unité la plus proche : les fractions d'euro inférieures à 0,50 sont négligées, celles supérieures ou égales à 0,50 sont comptées pour 1).

## RÉGLEMENTATION

La TVA qui a grevé les éléments du prix des opérations réalisées par les entreprises redevables de la TVA est déductible non seulement lorsque les opérations sont effectivement soumises à la TVA mais également lorsqu'il s'agit d'exportations ou de livraisons intracommunautaires de produits passibles de cette taxe ou d'autres opérations relevant du commerce extérieur.

La taxe déductible dont l'imputation n'a pu être opérée sur la taxe due peut faire l'objet d'un remboursement dans les conditions fixées par les articles 242-0-A à 242-0-L de l'annexe II au Code général des impôts.

**Deux procédures de remboursement sont prévues :**

DEUX PROCÉDURES	OBSERVATIONS
<p>▶ <b>PROCÉDURE GÉNÉRALE :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ ouverte à toutes les entreprises;</li> <li>■ à l'issue de chaque trimestre civil : <ul style="list-style-type: none"> <li>• dépôt au titre des trois premiers trimestres civils : <ul style="list-style-type: none"> <li>– toutes les déclarations du trimestre doivent faire apparaître un crédit,</li> <li>– le crédit à rembourser doit être au moins égal à 760 €;</li> </ul> </li> <li>• dépôt au titre du quatrième trimestre civil : <ul style="list-style-type: none"> <li>– le crédit à rembourser doit être au moins égal à 150 € (sans application de la règle du trimestre civil créateur).</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul> <p>▶ <b>PROCÉDURE SPÉCIALE « EXPORTATEURS » :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ réservée aux entreprises qui réalisent des exportations ou des livraisons intracommunautaires de biens meubles corporels normalement passibles de la TVA, des ventes en suspension de taxes, d'autres opérations relevant du commerce extérieur exonérées ou situées en dehors du champ d'application de la TVA (l'entreprise doit être en possession des pièces justifiant la qualité de toutes ces opérations);</li> <li>■ dépôt à l'issue de chaque trimestre civil, mais aussi à l'issue de chaque mois pour les redevables qui souscrivent des déclarations de TVA mensuelles;</li> <li>■ pas de montant minimum de remboursement;</li> <li>■ mais un plafond de remboursement égal au montant de la TVA décomptée fictivement sur les opérations citées précédemment et réalisées au cours du mois ou du trimestre (« TVA fictive »).</li> </ul>	<p>▶ <b>CADRES À REMPLIR : I, II et III.</b></p> <p>▶ <b>CADRES À REMPLIR : I, II et IV.</b></p> <p>▶ <b>CHOIX DE LA PROCÉDURE SPÉCIALE :</b> s'exprime par l'utilisation du cadre IV de la demande; par ailleurs, l'utilisation de cette procédure le premier et/ou le deuxième mois d'un trimestre n'interdit pas l'emploi de la procédure générale le troisième mois dudit trimestre. Toutefois, dans ce cas, la fraction de TVA fictive non utilisée sur la dernière demande ne sera plus reportable sur la demande suivante.</p>

### III. PROCÉDURE GÉNÉRALE DE REMBOURSEMENT

- **REPORT DES CRÉDITS** dégagés sur les déclarations CA 3 déposées au titre du trimestre :  
(à compléter par les entreprises déposant leurs déclarations mensuellement)

mois : ..... montant : .....

.....

.....

- **REMBOURSEMENT DEMANDÉ** .....

R

### IV. PROCÉDURE SPÉCIALE « EXPORTATEURS »

#### ■ CALCUL DU PLAFOND DE REMBOURSEMENT

	Nature des opérations ouvrant droit à remboursement Indiquer la (les) période(s) concernée(s)	Répartition du montant des opérations ouvrant droit à remboursement selon la procédure spéciale d'après le taux de TVA qui leur aurait été applicable si elles avaient été soumises à cette taxe en France (taux réduit, taux normal, taux particuliers)				Totaux par ligne
		1	2	3	4	
1	Exportations de biens meubles corporels .....					
2	Livraisons intracommunautaires de biens meubles corporels .....					
3	Autres opérations relevant du commerce extérieur et ventes en suspension de taxe .....					
4	Totaux par colonne .....					
5	Taux de la TVA (à préciser) .....	× %	× %	× %	× %	
6	TVA fictive retenue comme plafond de remboursement .....					

- 7 ■ **FRACTION DE TVA fictive** non utilisée sur la précédente demande 3519 (ligne 12) .....  
(fraction non reportable si, entre-temps, vous avez obtenu un remboursement selon la procédure générale)

- 8 ■ **PLAFOND DE REMBOURSEMENT** (total lignes 6 et 7) .....

P

- 9 ■ **REPORT DU CRÉDIT** dégagé sur la déclaration de TVA .....

C

- 10 ■ **REMBOURSEMENT DEMANDÉ** (plus petit des deux montants P ou C) .....

R

- 11 ■ **CRÉDIT non remboursable** à reporter sur la prochaine déclaration (C – R) .....

- 12 ■ **FRACTION DE TVA fictive** non utilisée sur la présente déclaration (P – R) .....  
(et reportable, le cas échéant, sur la ligne 7 de votre prochaine demande)

### SERVICE DESTINATAIRE – DÉLAIS – DOCUMENTS À JOINDRE À LA PRÉSENTE DEMANDE

➤ **SERVICE DESTINATAIRE** : Recette des Impôts dont relève l'entreprise ou son représentant fiscal.

➤ **DÉLAIS** : délai prévu pour le dépôt de la déclaration de TVA (CA 3 ou CA 12 A) faisant apparaître le crédit dont le remboursement est demandé; au cours du mois suivant le trimestre considéré pour les entreprises placées sous le régime simplifié d'imposition.

➤ **DOCUMENTS À TRANSMETTRE** :

- **déclaration de TVA** – l'original et une copie – (CA 3 ou CA 12 A et éventuellement annexes 3310 KA et 3310 *ter*) faisant apparaître le crédit dont le remboursement est demandé;
- **copie des déclarations CA 3** (et éventuellement des annexes 3310 KA et 3310 *ter*) déposées au titre du trimestre si le remboursement est sollicité selon la procédure générale et si l'entreprise dépose ses déclarations mensuellement;
- **relevé d'identité bancaire, postal ou de caisse d'épargne** [conforme au libellé exact de l'entreprise ou du représentant dûment qualifié (cf. *infra*)] s'il s'agit d'une première demande de remboursement ou en cas de changement de compte (1);
- **mandat** si le signataire de la demande n'est pas le redevable, lors de la première demande ou en cas de changement de mandataire (le mandat doit être exprès et établi ou enregistré antérieurement à la date de souscription de la demande). Ce mandat doit être impérativement produit sous forme d'un acte authentique dans les cas de remboursement au nom du représentant qualifié de l'entreprise bénéficiaire pour toute somme excédant 5 300 €; en deçà, un acte sous seing privé est admis;
- **relevé des factures d'achats** comportant, sur trois colonnes, les noms et adresses des fournisseurs ou prestataires de services, les date et montant de chaque facture et le montant de la TVA mentionnée sur la facture, **lorsqu'il s'agit de la première demande présentée par une entreprise nouvelle**. Pour les entreprises placées sous le régime simplifié d'imposition sollicitant un remboursement trimestriel provisionnel de la TVA ayant grevé leurs acquisitions d'immobilisations, **l'original de ces factures est exigé**.

**OBSERVATION** : Les documents listés ci-dessus doivent **impérativement** être joints à votre demande de remboursement. À défaut, ils vous seraient réclamés ultérieurement par les services de la DGI, ce qui retarderait d'autant le remboursement de votre crédit.

(1) En cas de décès, au nom du notaire avec un certificat d'hérédité et une lettre dans laquelle le notaire se porte fort vis-à-vis des héritiers.

**AVIS DU RECEVEUR**

LE RECEVEUR ..... des Impôts soussigné certifie que l'entreprise demanderesse :  
 (1) a déposé en même temps que la présente demande une déclaration de taxe sur la valeur ajoutée faisant apparaître le crédit;  
 ne figure à aucun titre comme reliquataire dans les écritures de la recette;  
 est redevable de la somme de (*mention en chiffres uniquement*) .....

au titre de .....

Observations (2) : .....

À ....., le .....

Signature et cachet d'authenticité :

(1) Rayer la mention qui ne convient pas.  
 (2) Indiquer, notamment, les raisons pour lesquelles il paraît opportun d'exiger une caution.  
 Préciser, le cas échéant, qu'un avis de compensation n° 3382 est établi.

**AVIS DE L'INSPECTION SPÉCIALISÉE**

L'INSPECTEUR (1) LE CONTRÔLEUR (1) des Impôts soussigné émet un avis } favorable } (1) au remboursement de la somme  
 défavorable }  
 de (*mention en chiffres uniquement*) .....

Observations (2) : .....

À ....., le .....

Signature et cachet d'authenticité :

Type de rejet <input type="checkbox"/>	Type de contrôle <input type="checkbox"/>
N° ALPAGE <input type="text"/>	
● Nombre de documents présentés – sur demande de l'inspecteur – pour justifier :	
– les affaires d'exportation. . . . .	<input type="text"/>
– les taxes déductibles . . . . .	<input type="text"/>
● Nombre de bulletins de recoupe-ment établis . . . . .	<input type="text"/>

(1) Rayer la mention qui ne convient pas.  
 (2) Indiquer, notamment, les raisons pour lesquelles il paraît opportun d'exiger une caution.  
 Préciser, le cas échéant, les motifs de rejet total ou partiel du remboursement demandé.

**DÉCISION DU DIRECTEUR**

LE DIRECTEUR des Services fiscaux soussigné autorise le remboursement de la somme de (*mention en chiffres uniquement*) .....

au profit de .....

La présentation d'une caution } a été exigée (1), } À ....., le .....  
 n'a pas été exigée (1). }

Signature et cachet d'authenticité :

(1) Rayer la mention qui ne convient pas.

**AUTHENTIFICATION DE LA DÉCISION**

Type de rejet <input type="checkbox"/>	Type de contrôle <input type="checkbox"/>
N° ALPAGE <input type="text"/>	
Rejet : Code	Montant : .....
Montant ordonnancé : .....	
Montant de la compensation : .....	
Lot : N°	du .....